



**T-MAG**

## « LA VOIX DE LA COMMUNAUTÉ PAR APL-RDC »

Janvier 2026



**T-Mag** est le diminutif du Tambour Magazine. Il rappelle le son du tambour dans la culture africaine : un appel, une alerte, une célébration.

Ici, chaque témoignage, chaque doléance, chaque opinion est un coup de tambour qu'on fait résonner loin pour réveiller les consciences, rassembler les énergies et transmettre des messages.

# I. ACTU APL-RDC

## 1.1. Qui sommes-nous ?

Action for Peace and Liberty (APL-RDC) est un think tank congolais indépendant, à but non lucratif. Notre mission est claire : promouvoir les libertés individuelles et économiques et contribuer à la construction d'une paix durable en République Démocratique du Congo et dans toute la région des Grands Lacs.

À travers nos études, analyses et propositions concrètes, nous influençons les politiques publiques et les initiatives de développement local, pour une société plus stable, plus prospère et plus juste.

## 1.2. Collaboration APL-RDC avec Talk to Loop

Dans une collaboration avec Talk to Loop qui est une plateforme numérique indépendante et sécurisée qui permet aux communautés de partager librement leurs besoins, alertes et témoignages.

Grâce à Loop, nous recueillons et modérons en toute confidentialité des retours directs du terrain, notamment dans des zones touchées par les conflits.

Ce partenariat nous aide à amplifier la voix citoyenne, à renforcer la transparence et à orienter nos actions de plaidoyer en faveur des plus vulnérables.

## 1.3. Activités de terrain

En plus de son rôle de centre d'idées, APL-RDC agit concrètement à travers divers programmes sur le terrain :

- Consolidation de la paix communautaire ;
- Lutte contre les violences sexistes ;
- Promotion de l'entrepreneuriat pour la prospérité ;
- Projets humanitaires dans des zones à forts besoins ;
- Plaidoyer et sensibilisation pour l'accès équitable aux droits et aux opportunités.

Notre ambition est d'ancrer chaque projet dans la réalité des communautés, grâce aux retours collectés via Loop et à notre réseau d'équipes et de bénévoles.

## II. ÉDITORIAL

Les dynamiques humanitaires en République démocratique du Congo continuent d'évoluer dans un contexte marqué par la persistance des crises sécuritaires, des vulnérabilités socio-économiques et des défis structurels liés à l'accès aux services de base. Dans ce contexte, l'analyse des retours communautaires constitue un outil essentiel pour comprendre les réalités vécues par les populations affectées et orienter les réponses humanitaires vers des interventions plus pertinentes et adaptées aux besoins locaux.

Les données collectées au cours du mois de janvier 2026 révèlent une diversité de préoccupations exprimées par les communautés, allant des difficultés d'accès aux moyens de subsistance et aux services sociaux de base aux enjeux de gouvernance et de redevabilité des interventions humanitaires. Ces retours témoignent d'une appropriation progressive des mécanismes de feedback par les populations, qui les perçoivent de plus en plus comme des espaces d'expression et de participation à la prise de décision. Cette dynamique illustre l'importance accordée à l'approche centrée sur les communautés dans la conception et la mise en œuvre des programmes humanitaires.

Parallèlement, l'analyse des retours sensibles met en évidence la persistance de défis majeurs liés à la protection des civils, à l'insécurité et aux violations des droits humains, particulièrement dans les provinces affectées par les conflits armés. Les témoignages recueillis révèlent l'impact profond de ces crises sur les conditions de vie des populations, notamment à travers les déplacements forcés, la destruction des moyens de subsistance et l'aggravation des vulnérabilités sociales. Ces constats soulignent la nécessité d'adopter des approches humanitaires intégrées, capables de répondre simultanément aux besoins immédiats des populations tout en contribuant au renforcement de leur résilience.

L'exploitation des retours communautaires permet également de mettre en lumière les dynamiques de marginalisation et les vulnérabilités spécifiques affectant certains groupes, notamment les personnes déplacées internes, les minorités ethniques, les femmes et les enfants. L'intégration d'analyses sensibles au genre, à l'âge et aux facteurs de vulnérabilité apparaît comme un élément clé pour garantir l'inclusivité et l'équité des interventions humanitaires.

Dans un environnement humanitaire caractérisé par la complexité et l'évolution rapide des besoins, les mécanismes de redevabilité envers les populations affectées jouent un rôle stratégique dans l'amélioration de la qualité et de l'impact des réponses apportées. Ils contribuent non seulement à renforcer la transparence et la confiance entre les communautés et les acteurs humanitaires, mais également à favoriser une meilleure adaptation des interventions aux réalités locales.

Ce premier numéro de 2026 met en avant l'importance de valoriser la voix des communautés comme source essentielle d'information, d'orientation et d'amélioration continue des pratiques humanitaires. L'écoute active et l'intégration effective des retours communautaires demeurent des leviers fondamentaux pour promouvoir des réponses humanitaires plus inclusives, durables et centrées sur la dignité des populations affectées.

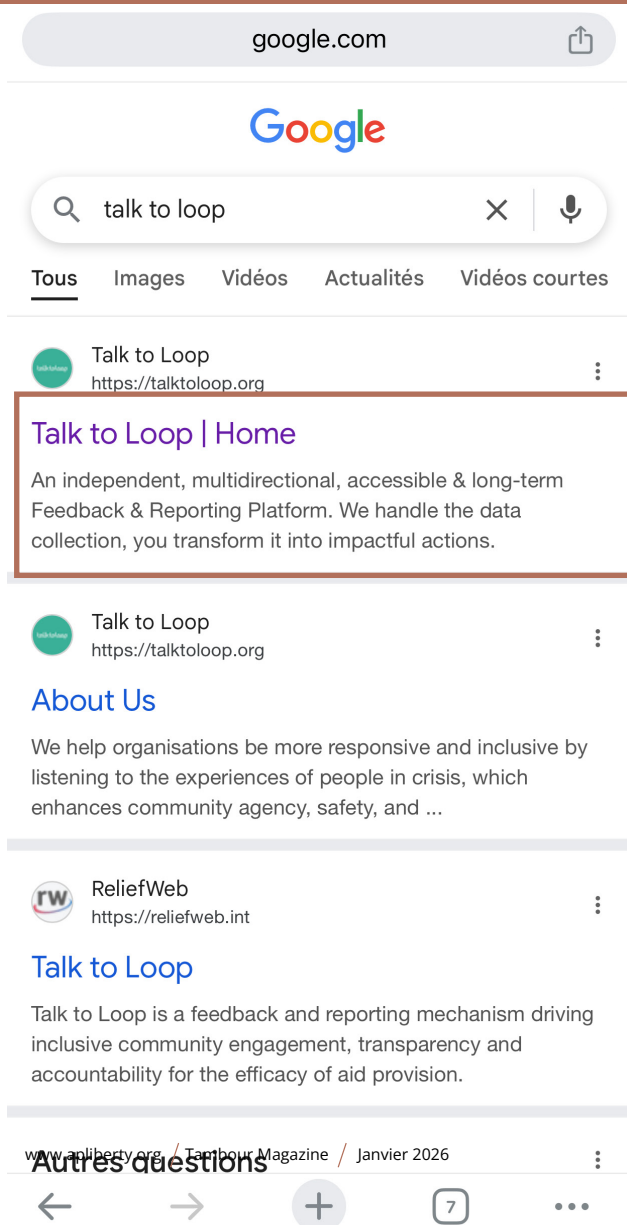
# III. Mode d'emploi : Participez via Loop

## - Votre voix compte !

Chaque problème signalé est une chance de le résoudre. Chaque retour d'information est une preuve que personne ne reste invisible. Grâce à Talk to Loop, vous pouvez, à tout moment, faire entendre vos besoins, vos doléances ou vos propositions, de manière simple et totalement confidentielle. Votre rétroaction est anonyme, mais son impact est bien réel.

Voici comment faire :

Étape 1 : Rendez-vous sur le site web Talk to Loop.



15:56

LTE

talktoloop.org

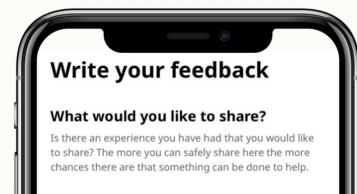
talktoloop



— un organisme indépendant, multidirectionnel, accessible et à long terme —

## Plateforme de feedback et de reporting

Nous gérons la collecte de données, vous les transformez en actions impactantes.



Étape 2 : En haut à droite de votre écran, cliquez sur « Utilisez maintenant ».



Étape 3 : Cliquez sur « Nouvelle rétroaction » pour commencer.

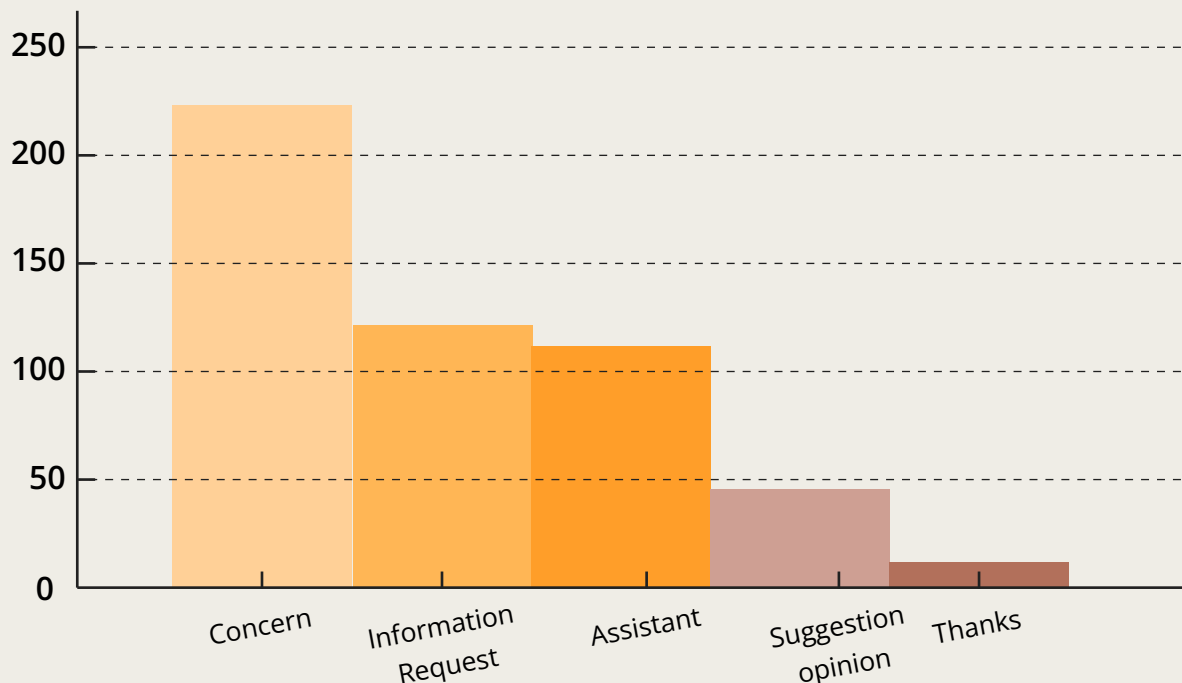
Étape 4 : Remplissez le petit formulaire en décrivant votre situation ou votre besoin, puis envoyez.



Nous nous engageons à analyser chaque retour pour faire entendre votre voix là où elle compte vraiment.

# PREMIÈRE PARTIE : RETOURS NON-SENSIBLES

## 1. Types de retours

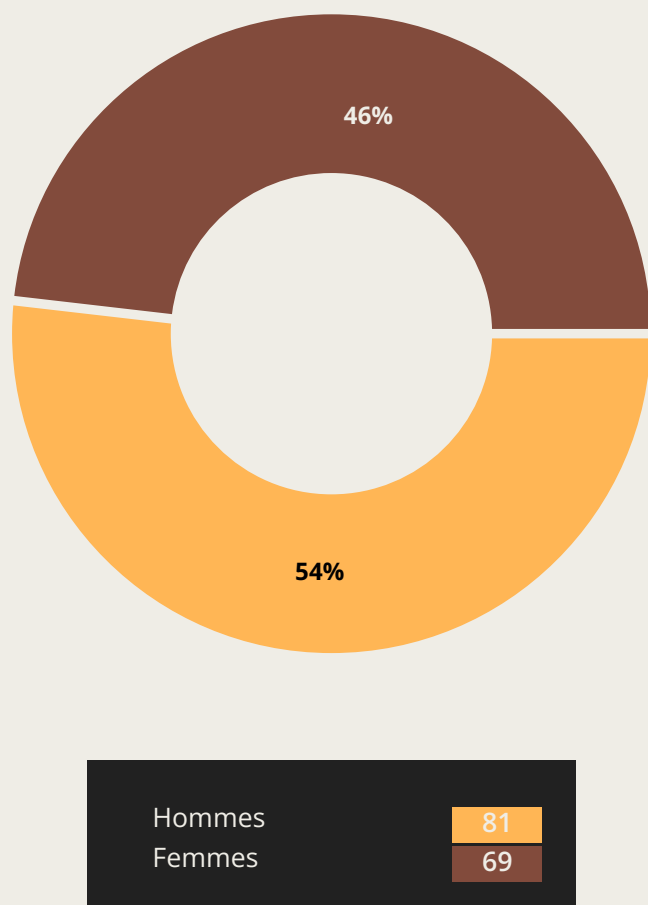


L'analyse des retours communautaires collectés au cours du mois de janvier met en évidence une prédominance des préoccupations exprimées par les populations affectées. Sur l'ensemble des feedbacks enregistrés, les plaintes simples représentent 44 cas, tandis que 34 retours combinent des préoccupations avec des demandes explicites d'assistance. Par ailleurs, 25 feedbacks concernent des demandes d'assistance directes, alors que les suggestions et opinions n'ont été relevées que dans 14 cas. Cette répartition démontre clairement que les interactions avec les communautés sont majoritairement motivées par l'expression de difficultés concrètes et immédiates auxquelles elles font face.

Cette tendance traduit un niveau élevé de vulnérabilité persistante dans les zones couvertes par le monitoring. Le fait que la majorité des retours porte sur des préoccupations et des besoins non satisfaits suggère que les populations continuent de faire face à des défis humanitaires significatifs, nécessitant une attention soutenue des acteurs intervenant sur le terrain. En outre, la fréquence des demandes d'assistance confirme que les mécanismes de collecte de feedback sont perçus par les communautés comme des espaces crédibles permettant de signaler leurs besoins et d'espérer des réponses adaptées.

Ces constats soulignent l'importance de renforcer les dispositifs de redevabilité et de réponse aux préoccupations communautaires. Ils mettent également en évidence la nécessité d'adapter continuellement les interventions afin qu'elles répondent de manière plus efficace aux attentes exprimées. L'exploitation régulière de ces retours constitue ainsi un levier essentiel pour orienter les priorités programmatiques et améliorer la pertinence ainsi que l'impact des actions menées auprès des populations affectées.

## 2. Profil genre

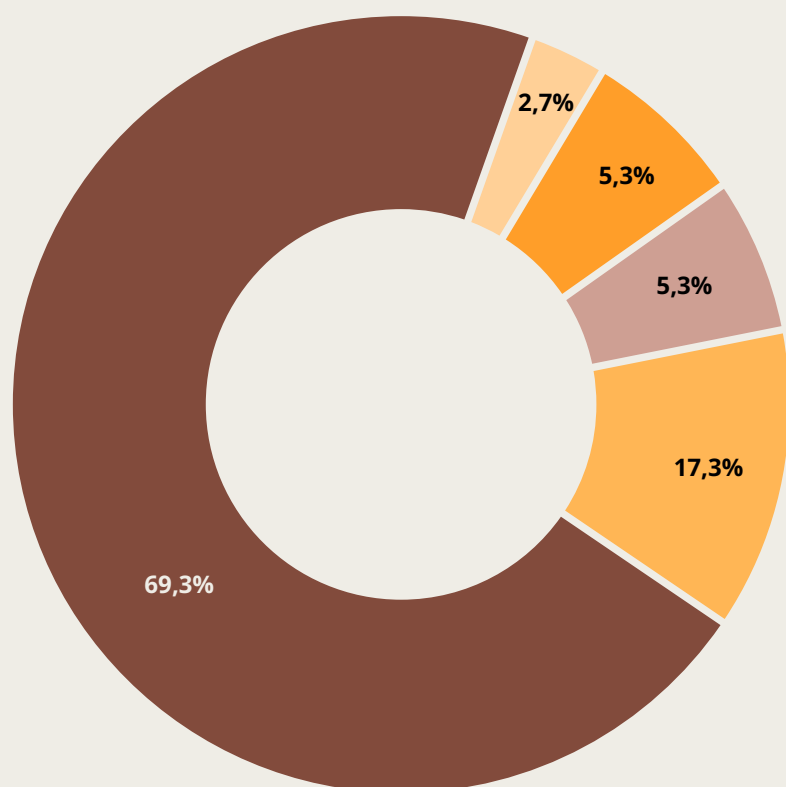


La répartition des feedbacks selon le genre montre une participation relativement équilibrée entre les hommes et les femmes dans le mécanisme de collecte des retours communautaires au cours du mois de janvier. Sur un total de 150 feedbacks enregistrés et collectés, 81 proviennent des hommes, soit 54 %, tandis que 69 retours, représentant 46 %, ont été exprimés par des femmes. Cette distribution traduit une accessibilité globalement inclusive du mécanisme, permettant aux différentes catégories de la population de faire entendre leurs préoccupations et leurs attentes.

Cette participation constitue un indicateur positif en matière d'inclusion et de représentativité communautaire. Elle suggère que les canaux de collecte de feedback offrent des opportunités d'expression à la fois aux hommes et aux femmes, ce qui renforce la crédibilité et la légitimité du processus de monitoring communautaire. Ces résultats mettent en évidence la nécessité de poursuivre les efforts visant à garantir une participation équitable et à identifier d'éventuelles vulnérabilités spécifiques pouvant affecter davantage les femmes ou d'autres groupes marginalisés. L'intégration d'analyses sensibles au genre dans l'exploitation des feedbacks collectés permettra ainsi d'orienter plus efficacement les interventions humanitaires vers des réponses adaptées aux besoins différenciés des populations affectées.



### 3. Tranche d'âge



30 - 59 ans	104
18 - 29 ans	26
14 - 17 ans	8
60ans +	8
Non renseigné	4

La répartition des retours communautaires selon la tranche d'âge met en claire une forte participation des adultes âgés de 30 à 59 ans, qui représentent 104 feedbacks, soit 69,3 % de l'ensemble des retours collectés au cours du mois de janvier. Cette catégorie constitue de loin le groupe le plus représenté dans le mécanisme de collecte des feedbacks. Elle est suivie par les jeunes adultes âgés de 18 à 29 ans, qui totalisent 26 retours, soit 17,3 %. Les adolescents âgés de 14 à 17 ans ainsi que les personnes âgées de 60 ans et plus représentent chacun 8 retours, soit 5,3 % respectivement. Par ailleurs, 4 retours, représentant 2,7 %, n'ont pas permis d'identifier la tranche d'âge des répondants.

La prédominance des adultes en âge actif s'explique notamment par leur rôle central dans la gestion des ménages, la participation aux activités économiques et les interactions avec les structures communautaires et humanitaires. Ces responsabilités les exposent davantage aux conséquences directes des crises, notamment en matière de moyens de subsistance, d'accès aux services sociaux de base et de protection. Leur forte représentation dans les retours communautaires traduit ainsi leur implication dans la recherche de solutions face aux défis rencontrés par leurs ménages et leurs communautés.

La participation des jeunes adultes reflète également leur engagement dans les dynamiques communautaires et leur volonté de contribuer à l'amélioration des conditions de vie locales. Toutefois, la faible représentation des adolescents et des personnes âgées pourrait suggérer l'existence de barrières limitant leur accès aux mécanismes de feedback, telles que des contraintes liées à l'accès à l'information, à la mobilité ou à l'utilisation des canaux de communication disponibles.

Dans l'ensemble, ces résultats soulignent l'importance d'adapter les stratégies de collecte et d'analyse des retours communautaires afin de garantir une meilleure représentativité de toutes les catégories d'âge. L'intégration d'analyses sensibles à l'âge permettra d'identifier plus efficacement les besoins spécifiques à chaque groupe et d'orienter les interventions humanitaires vers des réponses plus inclusives, adaptées et équitables.

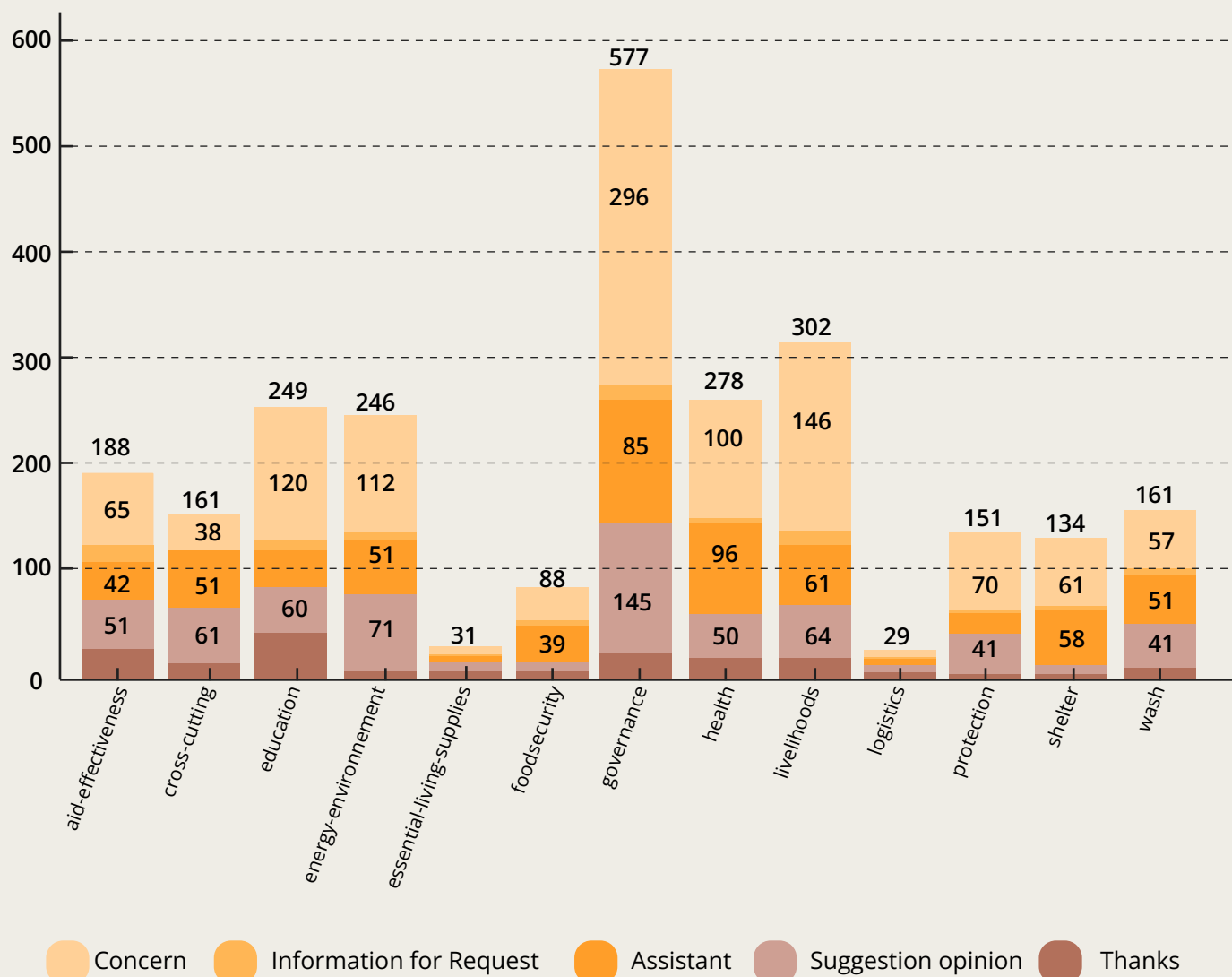
## 4. Répartition géographique

Nord-Kivu	45	30,2%
Sud-Kivu	24	16,1%
Ituri	21	14,1%
Kinshasa	14	9,4%
kwilu	7	4,7%
Tanganyika	5	3,4%
Lualaba	4	2,7%
kongo-Central	4	2,7%
Kasai-Central	4	2,7%
Haut-Katanga	3	2,0%
kwango	3	2,0%
Mai-Ndombe	3	2,0%
Tshopo	3	2,0%
Maniema	2	1,3%
Kasai-Oriental	2	1,3%
Haut-Lomami	2	1,3%
Haut-Uélé	1	0,7%
Equateur	1	0,7%
Bas-Uélé	1	0,7%

L'analyse de la répartition géographique des retours communautaires collectés au cours du mois de janvier met en évidence une concentration significative des feedbacks dans certaines provinces. Le Nord-Kivu enregistre le nombre le plus élevé avec 45 retours, suivi du Sud-Kivu avec 24 retours et de l'Ituri avec 21 retours. Par ailleurs, 14 feedbacks ont été collectés à Kinshasa. Cette distribution géographique reflète la forte interaction entre les mécanismes de monitoring et les communautés vivant dans des contextes particulièrement exposés aux crises humanitaires.

La prédominance des retours en provenance des provinces de l'Est du pays s'explique par la persistance des conflits armés, les mouvements récurrents de populations ainsi que l'aggravation des vulnérabilités socio-économiques. Ces facteurs contribuent à accroître les besoins humanitaires et à intensifier l'expression des préoccupations par les communautés affectées. Les données collectées illustrent ainsi la corrélation entre l'intensité des crises et le volume des feedbacks reçus, confirmant que les zones les plus touchées demeurent celles où les populations ressentent davantage le besoin d'exprimer leurs préoccupations et attentes.

## 5. Thématiques dominantes



L'analyse des thématiques abordées dans les retours communautaires collectés au cours du mois de janvier démontre une prédominance des questions liées à la gouvernance et à la redevabilité, aux moyens de subsistance, à la protection ainsi qu'à l'éducation et à l'accès aux services de base. La fréquence de ces thématiques traduit l'étendue des préoccupations exprimées par les populations affectées, qui ne se limitent pas uniquement aux besoins humanitaires immédiats, mais englobent également des enjeux structurels qui influencent leurs conditions de vie.

Depuis Kamanyola, APL RDC partage le témoignage d'Aline, XX : à Uvira, je ne pouvais pas mendier. Mes enfants n'avaient jamais connu une vie aussi misérable. Auparavant, ils mangeaient et buvaient à leur faim et étudiaient dans de bonnes conditions. Aujourd'hui, face à la haine que nous avons constatée en ville, je ne sais même pas quand nous pourrions y retourner. Nous exigeons au d'agir et de faciliter notre retour le plus rapidement possible, car nous ont les mêmes droits que les autres à vivre en paix.

Collecté lors du monitoring mené à Bunia, province de l'Ituri, APL-RDC rapporte le message de Jonas, 17 ans : « J'ai été obligé de rejoindre un groupe armé il ya deux ans. Aujourd'hui, je suis libre, mais je ne sais pas comment continuer ma vie. Je n'ai plus d'école et je n'ai personne pour m'aider à retrouver un cadre normal. Je demande aux organisations humanitaires et aux autorités de m'accompagner, moi et d'autres enfants comme moi, pour que nous puissions retourner à l'école et retrouver notre dignité. »

Les feedbacks collectés révèlent notamment une attention particulière portée à la transparence dans la gestion de l'aide et à l'équité dans l'accès aux ressources. Les communautés expriment un besoin de comprendre les mécanismes de distribution de l'assistance et de s'assurer que les interventions répondent aux priorités locales. Parallèlement, la récurrence des préoccupations liées aux moyens de subsistance met en lumière l'importance accordée par les populations à la création d'opportunités économiques durables, considérées comme un levier essentiel pour réduire leur dépendance à l'aide humanitaire.

Collecté lors du monitoring dans le territoire de Walikale, province du Nord-Kivu, APL-RDC rapporte le message de XX Rosette, 30 ans, déplacée installée à Buleusa : « Quand nous sommes arrivés, fatigués et affamés, nous avons tenté de passer la nuit dans une école. Le gardien nous a chassés en disant qu'il n'avait pas reçu d'ordre. Nous avons dormi dehors avec les enfants. Nous avons perdu le droit d'être protégé. Le bâtiment a maintenant plus de valeur que la vie humaine. Cette nuit-là, je me suis sentie rejetée et sans valeur. »

Collecté lors du monitoring dans la province du Tanganyika, territoire de Kalemie, APL-RDC rapporte le message de Kerene XX, 29 ans : « Je suis arrivée ici au Tanganyika avec mes trois enfants après avoir fui les combats à Uvira. Dans ce camp, nous n'avons presque rien. Les écoles et les églises sont bondées, il n'y a pas assez de nourriture. Chaque jour est difficile pour trouver de quoi manger et garder mes enfants en vie. Je dors par terre, à côté de centaines d'autres personnes, et j'ai peur pour leur santé. Je lance un appel aux humanitaires, aidez-nous à survivre. »

Ces tendances soulignent la nécessité de renforcer les mécanismes de redevabilité dans la mise en œuvre des interventions humanitaires, afin d'améliorer la transparence, la participation communautaire et la confiance envers les acteurs intervenants. Elles mettent également en évidence l'importance d'intégrer davantage des approches favorisant l'autonomisation économique des populations affectées.

# DEUXIÈME PARTIE : RETOURS SENSIBLES

En Janvier 2026, nous avons collecté un total de 28 retours sensibles lors de ses activités de suivi auprès des communautés dans différentes régions de la République démocratique du Congo et soumis via la plateforme Loop. Ces retours reflètent une large gamme de préoccupations en matière de protection, des niveaux élevés d'insécurité, des violations des droits humains, des lacunes dans la prestation des services et des besoins humanitaires urgents. Certains rapports ont été désignés comme sensibles car ils contenaient des informations sur des incidents liés à la sécurité, tels que des assassinats, des attaques armées et des menaces impliquant des acteurs étatiques ou non étatiques.

## 1. Genre et âge

Parmi ces 28 retours sensibles, la majorité des auteurs étaient des hommes (23), contre 5 femmes. Un retour a été soumis par un auteur n'ayant pas précisé son genre et s'exprimant au nom de sa communauté. La plupart des retours provenaient d'adultes âgés de 30 à 59 ans (23). Trois (3) ont été soumis par de jeunes adultes de 18 à 29 ans, et deux (2) par des personnes âgées de 60 ans et plus.

## 2. Handicap, minorités et vulnérabilité

Aucun retour ne mentionnait explicitement des auteurs ou personnes affectées en situation de handicap.

Au moins 17 rapports provenaient de membres de la minorité ethnique Banyamulenge, principalement à Uvira. Les auteurs font état de préoccupations importantes liées à la sécurité, à la cohésion sociale et aux conditions de vie de membres de la communauté Banyamulenge, principalement au Sud-Kivu, notamment à Uvira et Kamanyola. Les contributeurs décrivent un contexte marqué par des déplacements de population, des pertes de moyens de subsistance et un sentiment d'insécurité persistant.

Plusieurs témoignages soulignent une assimilation récurrente de la communauté Banyamulenge à des groupes armés, une perception que les auteurs estiment injuste et source de tensions. Cette situation est décrite comme ayant des conséquences directes sur la population civile, notamment à travers des actes de stigmatisation, des déplacements forcés et la destruction de biens et d'habitations, en particulier après les récents changements de contrôle dans certaines zones.

Au moins 5 retours proviennent de personnes déplacées internes, principalement à Uvira. Les retours font également état de besoins humanitaires urgents parmi les personnes déplacées, notamment en matière de nourriture, d'abris, de soins de santé et de moyens de subsistance. Les femmes et les enfants sont fréquemment mentionnés comme particulièrement affectés par la précarité des conditions de vie et l'absence de services de base. L'accès limité aux infrastructures de transport est aussi identifié comme un facteur aggravant, empêchant certaines personnes de se déplacer vers des zones perçues comme plus sûres.

### 3. Localisation

Géographiquement, les 29 rapports sensibles proviennent de plusieurs provinces de la RDC. La majorité a été signalée au Sud-Kivu (18 rapports, soit 62 %), en particulier dans les territoires d'Uvira et de Walungu, ce qui reflète une forte concentration d'insécurité et de préoccupations en matière de protection.

Le Nord-Kivu arrive en deuxième position avec 5 rapports (17 %), principalement en provenance de Walikale et Lubero. Un nombre plus limité de rapports provient de Kinshasa (2 rapports, 7 %), ainsi que du Sankuru, du Haut-Katanga et du Maniema (1 rapport chacun, soit 3 % par province).

Cette répartition géographique montre que des problématiques sensibles sont signalées dans plusieurs régions du pays, avec une concentration particulièrement élevée dans les provinces affectées par le conflit.

### 4. Type de retours sensibles

La majorité des retours analysés font état d'un niveau élevé d'insécurité affectant plusieurs provinces, notamment le Sud-Kivu, le Nord-Kivu, le Maniema et Kinshasa. Les auteurs décrivent un environnement marqué par la présence et les activités de groupes armés, entraînant des violences contre les civils, des déplacements forcés et des restrictions sévères de mouvement.

Au Sud-Kivu, en particulier dans les territoires d'Uvira, Kamanyola et les Hauts Plateaux, plusieurs retours soulignent des attaques contre les civils, des destructions d'habitations, des pillages et des menaces sécuritaires persistantes, souvent liées à des changements de contrôle territorial. De nombreux auteurs expriment un sentiment de peur constante, notamment en raison de la multiplication des acteurs armés et de l'absence perçue de protection effective des civils.

Au Nord-Kivu (Walikale et Lubero), les retours rapportent des affrontements armés, des homicides ciblés, des blessures par armes et l'érection de barrières illégales, limitant la circulation des personnes et des biens. Ces pratiques sont perçues comme aggravant l'insécurité quotidienne et les tensions communautaires.

À Kinshasa, bien que le contexte soit différent, certains retours soulèvent des préoccupations liées au respect des procédures légales, notamment lors d'opérations de sécurité, avec des inquiétudes concernant les arrestations et la transparence judiciaire.

Dans l'ensemble, les préoccupations liées à la perte de logements, de biens et de moyens de subsistance sont étroitement liées aux enjeux de sécurité. Les auteurs indiquent que ces pertes compliquent le retour, la réinstallation et la reprise d'une vie normale, renforçant la vulnérabilité des ménages affectés.

## **a. Besoins humanitaires**

Les retours mettent en évidence des besoins humanitaires urgents, en particulier parmi les personnes déplacées internes. Plusieurs auteurs décrivent des situations de privation prolongée, avec un accès très limité à la nourriture, à l'eau, aux abris, aux soins de santé et aux moyens de subsistance.

Au Sud-Kivu, de nombreux ménages déplacés rapportent vivre dans des conditions précaires, sans logement adéquat et sans ressources suffisantes pour répondre aux besoins essentiels. Les pertes de biens, d'économies et d'activités économiques sont fréquemment mentionnées, laissant les familles dépendantes de l'assistance extérieure.

Au Nord-Kivu et au Maniema, les auteurs signalent également un manque de services de santé fonctionnels, avec des structures médicales insuffisamment équipées pour prendre en charge les blessés et les malades. L'accès limité aux infrastructures de transport aggrave l'isolement de certaines zones et retarde l'assistance humanitaire.

Globalement, les retours soulignent une pression croissante sur les mécanismes de survie des ménages, combinée à un sentiment que l'aide disponible est insuffisante ou difficilement accessible face à l'ampleur des besoins.

## **b. Protection de l'enfance et VBG**

Bien que peu de retours mentionnent explicitement des incidents de violence basée sur le genre ou d'abus directs envers les enfants, de nombreux témoignages décrivent des conditions fortement aggravantes pour la protection des femmes et des enfants. Les déplacements forcés, la destruction des habitations, la perte de revenus et l'insécurité généralisée exposent ces groupes à des risques accrus. Plusieurs auteurs évoquent des enfants privés d'école en raison de l'insécurité, des tirs, des menaces ou de l'occupation des zones par des groupes armés. Les familles monoparentales, les veuves et les ménages dirigés par des femmes apparaissent particulièrement vulnérables, confrontés à des difficultés économiques et à une exposition accrue aux violences.

Les retours indiquent également des signes de détresse psychosociale, tant chez les adultes que chez les enfants, liés aux traumatismes des violences, des pertes humaines et matérielles, et à l'incertitude prolongée.

# CONCLUSION

La lecture croisée des retours communautaires collectés au cours du mois de janvier 2026 met en lumière une réalité humanitaire marquée par une interdépendance profonde entre les besoins exprimés par les populations et les alertes sensibles liées à leur protection. Ces retours révèlent non seulement les défis quotidiens auxquels font face les communautés affectées, mais aussi l'ampleur des crises sécuritaires et sociales qui fragilisent durablement les conditions de vie dans plusieurs régions de la République démocratique du Congo.

Les préoccupations exprimées autour de l'accès aux services sociaux de base, aux moyens de subsistance et à la gouvernance des interventions humanitaires traduisent une volonté claire des communautés de participer activement à la définition des réponses qui les concernent. Cette dynamique témoigne d'une appropriation progressive des mécanismes de redevabilité, perçus comme des espaces légitimes d'expression et de dialogue entre les populations et les acteurs humanitaires. Elle rappelle également que l'efficacité des interventions repose sur la capacité des organisations à écouter, comprendre et intégrer les priorités exprimées par les communautés elles-mêmes.

Cependant, les retours sensibles soulignent avec gravité la persistance des menaces liées à l'insécurité, aux violences armées et aux violations des droits humains, particulièrement dans les zones affectées par les conflits. L'impact disproportionné de ces crises sur les groupes les plus vulnérables, notamment les personnes déplacées internes, les minorités ethniques et les ménages dirigés par des femmes, met en évidence l'urgence de renforcer les mécanismes de protection et de cohésion sociale. Ces réalités rappellent que l'assistance humanitaire ne peut être efficace que si elle s'inscrit dans une approche globale intégrant la protection des civils, la restauration des moyens de subsistance et la reconstruction du tissu social.

Face à ces constats, il apparaît indispensable que les acteurs humanitaires, les autorités publiques et les partenaires techniques et financiers renforcent leur engagement en faveur d'approches intégrées, inclusives et sensibles aux dynamiques locales. L'investissement dans les mécanismes de feedback communautaire doit être considéré comme une priorité stratégique, non seulement pour améliorer la qualité des interventions, mais également pour anticiper les risques, prévenir les crises de protection et renforcer la confiance entre les communautés et les institutions.

Cette analyse constitue ainsi un appel à l'action collective. Elle invite l'ensemble des parties prenantes à transformer l'écoute des communautés en décisions concrètes, à promouvoir une redevabilité réelle envers les populations affectées et à placer la dignité humaine au cœur des réponses humanitaires. Dans un contexte où les besoins continuent d'évoluer, seule une approche fondée sur la participation communautaire, la protection et la résilience permettra de construire des réponses durables et adaptées aux réalités du terrain.





## **Action for Peace and liberty**

Website: [www.apliberty.org](http://www.apliberty.org)

E-Mail: [aplrdc@gmail.com](mailto:aplrdc@gmail.com)

+1 (587) 894 9969

Adresse : RDC, SUD-KIVU, BUKAVU